

Des indépendantismes loin d'attaquer le noyau dur de la crise climatique Québec solidaire a vu la lumière auquel le Parti québécois reste aveugle

Les [cinq priorités](#) électorales du parti Libéral (PLQ) sont coites à propos du climat, de l'écologie ou de l'environnement. Leur priorité des priorités est « *l'allègement de leur fardeau fiscal [des entrepreneurs et des PME] et l'accélération de l'investissement et de la productivité [...afin de] créer de la richesse* ». À l'heure des [oligarques milliardaires](#) y compris au Canada et au Québec et du [1% s'appropriant le gros morceau de la création de la richesse](#), nulle question de la redistribuer. Malgré tous ses efforts pour s'en détacher de la part de la nouvelle Première ministre, en particulier de son identitarisme *nationaleux* pour cacher son échec économique et social, le bilan de la CAQ au gouvernement ces derniers huit ans parle de lui-même. [A sombré le tout-électrique](#) capitalisme vert pendant que la [tronquée filière batterie](#) et les [200 milliards \\$ d'investissement](#) d'Hydro-Québec se réalignent sur le tout-militaire et [l'intelligence artificielle](#) du gouvernement Carney qui est lui-même [à la remorque](#) de l'impérialisme conquérant du néo-fasciste Trump. Pour le peuple-travailleur c'est la garantie d'une austérité permanente de plus en plus répressive au prorata de sa résistance. Quant à l'ascendant parti Conservateur (PCQ), [à la une de son site](#), il prône « *[u]n État qui taxe moins, qui simplifie la vie des entrepreneurs, qui gère l'argent public avec rigueur, et qui permet aux Québécois d'accéder plus rapidement aux soins, y compris dans le réseau privé sans frais.* » Si on veut croire au conte de fées, ce serait de meilleurs soins pour les « pur laine » seulement. À remarquer la parenté avec les PLQ et CAQ dont le PCQ est la version pressée vers l'extrême-droite.

Faut-il se surprendre de cette (contre-)évolution néofascisante alors que la soi-disant communauté mondiale conduite par les grandes puissances a intégré dans sa politique internationale, au su de toutes, l'appui au génocide sioniste tout en restant silencieuse sur celui soudanais, sans compter la tolérance des crimes de guerre en Ukraine, en Birmanie et au Sahel et dans la région des Grands lacs africains ? Est-ce à dire que les indépendantismes des Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS) s'annoncent comme des chemins vers la rupture à l'encontre de cette contre-évolution morbide ? Pour le PQ, derrière la montagne de centaines de pages — pour noyer le poisson ? — est embusquée l'éternelle querelle des pouvoirs entre Ottawa et Québec afin de justifier, à des nuances électoralistes-populistes près de gauche comme de droite, le statuquo néolibéral adapté au militarisme du jour. QS, exprimant son option indépendantiste par un nombre de pages beaucoup plus modestes, ouvre la porte à un projet de société alternatif mais sans s'aventurer au-delà du seuil. Son projet indépendantiste rejette le Canada, surtout parce que son économie repose sur les hydrocarbures, tout en annonçant une société inclusive. Toutefois, QS ne remet pas en question les fondements capitalistes du néolibéralisme qui, pour se maintenir, se transforme en un impérialisme guerrier faisant fi de la crise climatique précipitant le monde dans l'enfer de la terre-étuve.

L'exemple scandinave glissant vers le militarisme rouge-brun pour sauver sa social-démocratie

Pour masquer son projet de « *tout changer pour que rien ne change* » le PQ invoque les exemples suédois et danois. Le [document péquiste sur l'immigration](#) souligne qu'« *[e]n exerçant un contrôle serré des entrées sur son territoire et en gérant adéquatement ses finances publiques, le pays [Danemark] réussit à soutenir la croissance nécessaire pour répondre aux besoins de sa population. Par ailleurs, il affiche un taux de confiance dans les institutions*

démocratiques très élevé. » De préciser le document, « [u]n large consensus s'en dégage : le bon fonctionnement d'une social-démocratie, qui se veut généreuse en matière de services publics, est incompatible avec l'immigration massive. » Et d'enfoncer le clou : « Ce virage a été opéré par les sociaux-démocrates de la gauche dans le but de sauver le modèle social-démocrate du pays. » Sur cette lancée le « [Livre bleu](#) » de citer l'exemplarité du militarisme danois, « un appareil militaire relativement compact, mais en forte expansion [...] soit 3,22 % de son PIB [...] Le non-alignement n'est plus possible en 2025. La Chine, la Russie et d'autres régimes autoritaires se font de plus en plus menaçants ». Les ÉU ne semblent pas faire partie du danger alors que Trump veut s'emparer du Groenland. Puis de rêver à la Suède de la même taille démographique que le Québec qui « occupait le 4^e rang de tous les pays dans le monde en ce qui a trait **a** sa puissance douce » et qui a la capacité de « maintenir un filet de sécurité robuste et une économie axée sur la compétitivité. »

Il est plus que temps de faire le bilan de ces petits pays scandinaves engoncés historiquement dans la social-démocratie qui servent d'exemples au PQ. La Deuxième guerre mondiale ne ravagea ni la Suède, restée neutre, ni le Danemark, occupé sans combat, dont les gouvernements sociaux-démocrates collaborèrent avec l'Allemagne nazie pour leur plus grand avantage économique. Vis-à-vis l'Union européenne ces deux pays profitent de leur taille démographique et économique modeste pour se doter d'une politique opportuniste de participation à géométrie variable tout en conservant leur monnaie nationale au lieu d'utiliser l'euro. L'avantage combiné d'une base économique non détruite en 1945 et d'une flexibilité en politique commerciale et monétaire que les géants économiques laissent faire a permis aux deux pays de se doter d'un filet de sécurité serré au sein d'une Europe prospère durant les « trente glorieuses ». Cet avantage à la marge ne leur a pas évité les ravages du néolibéralisme ni la percée concomitante de partis de la droite dure et de l'extrême-droite qui aujourd'hui soit font partie du gouvernement soit le soutiennent. Si la tendance se maintient c'est un avenir rouge-brun qui les attend. Aujourd'hui c'est le rejet de l'immigration hors Union européenne pour soi-disant sauver les programmes sociaux pourtant déjà écorchés, demain ce sera celui du peuple-travailleur natif et blanc.

Cette substantifique moelle de l'épais Livre bleu a très bien été rendu par le politologue [Massimo Bergamini](#) qu'il vaut la peine de citer longuement :

Un projet de pays ne doit pas seulement rassurer. Il doit aussi mobiliser. C'est sur ce terrain que le livre bleu sur l'indépendance du Québec échoue au test du moment. [...] Même lorsqu'il cherchait à calmer les inquiétudes, le souverainisme affirmait une direction qui, à plusieurs égards, se distinguait du consensus social et économique du reste du Canada. [...] L'indépendance ne peut pas seulement signifier que les Québécois auraient le loisir de choisir démocratiquement de poursuivre des politiques canadiennes avec des institutions québécoises. [...] Mais à force de ne pas vouloir décider pour demain, le document peine à donner envie d'y aller. [...]

« [Le Livre bleu] passe en revue les pouvoirs à rapatrier, mais habite peu ces pouvoirs. [...] Le chapitre militaire n'est pas au cœur de cette critique ; il en est plutôt le révélateur [...] la grammaire canadienne de la respectabilité stratégique : armée de terre, force aérienne, force navale, OTAN, NORAD, coopération canado-américaine, actifs militaires proportionnels, et cible de 5 % du PIB en dépenses de défense et de sécurité. En ordre de grandeur, cela représenterait environ 33 milliards de dollars par année en dollars d'aujourd'hui — plus de la moitié du budget annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux. À cette échelle, on ne parle plus d'une simple capacité de défense, mais d'un choix de société qui ferait de la militarisation l'une des priorités d'un Québec indépendant. » [...]

Le livre bleu veut prouver que le Québec peut devenir un État normal. Mais l'indépendance québécoise n'a jamais tiré sa force de la normalité. Elle l'a tirée de l'idée que ce peuple, minoritaire sur le continent mais majoritaire chez lui, pouvait inventer une autre manière d'être au monde.

L'auteur aurait pu compléter en disant que le Livre bleu veut tellement rassurer qu'il noircît des pages à expliquer dans les moindres détails comment la transition vers un Québec indépendant se fera sur des roulettes, presque avec la bénédiction du Canada. Les coups de Jarnac fédéralistes du référendum de 1995 semblent être devenus un lointain souvenir. Le durcissement centralisateur et autoritaire survenu depuis lors garantit pourtant un clash retentissant qui exigera une large et profonde mobilisation nationale afin de vaincre. Conscient du manque de substance alternative de ce pavé pour emporter l'adhésion, le Livre bleu insiste sur la disparition du bilinguisme officiel... tout en assurant discrètement, en annexe, ses privilèges à la minorité anglophone. Au niveau socio-économique, la récolte indépendantiste s'annonce mince comme l'indique [le cadre financier de l'an un](#) d'un gouvernement du PQ. Ce cadre prévoit une « *bonification des prestations aux aînés* » de moins de deux milliards \$, afin de rassurer ces vieux péquistes devenus frileux, et de « *nouveaux investissements en éducation* » d'un minable un demi-milliard \$, rien pour rallier la jeunesse. Les nouvelles dépenses sociales n'ont droit qu'à une fraction mineure de ces supposés neuf milliards \$ d'épargne découlant [des gains d'efficacité](#) résultant des chevauchements entre les deux ordres de gouvernement. Il n'y est pas question de ce nouveau budget militaire qui se veut faramineux. Sans doute y est-il en filigrane. En sourdine, sans jamais mentionner le mot et sous couvert de traitement égalitaire des religions, le Livre bleu proscriit le port du voile pour certaines fonctions y compris l'enseignement public au nom de la laïcité à la québécoise. Il ne se soucie pas du caractère islamophobe de cette mesure alors que politiquement l'islamophobie est devenue le fer de lance du racisme occidental depuis le début du XXI^e siècle.

Une vue unilatérale de l'immigration faisant le jeu de la stratégie démographique du fédéralisme

C'est d'ailleurs surtout du côté du contrôle de l'immigration que le PQ compte gagner l'adhésion de la population à son indépendance frileuse. De diagnostiquer le document spécifique sur l'immigration, ce qui est mis en évidence en gras et encadré : « ***En plus de provoquer la pire crise de logement de notre histoire, cette dérive idéologique [“L'initiative du siècle” du gouvernement Trudeau] a précipité le déclin le plus marqué de notre langue et exercé une pression intenable sur les services publics. Elle nous a été imposée, sans la moindre consultation du peuple québécois. Il s'agit d'un déni complet de notre démocratie, puisqu'on sait que la très grande majorité des Québécois s'opposent à ces mesures et à ce modèle de politiques migratoires qui ne nous convient pas.*** » Mais il semble que [le gouvernement Carney](#) ait finalement répondu à l'appel du PQ... et de la CAQ ! Le document ne craint pas d'utiliser l'argument de soi-disant gros bon sens le plus éculé de la frange anti-immigration de la population : « *Québec n'a pas la capacité d'accueillir toutes les personnes sur terre qui pourraient potentiellement améliorer leur qualité de vie en immigrant au Québec.* » De là à suggérer que les personnes immigrantes sont des trouble-fête il n'y a qu'un pas allègrement franchi par le document :

L'apparition de discours politiques fortement clivés et de conflits religieux et culturels, l'importation de conflits internationaux au cœur de la société d'accueil, ainsi que des tensions liées à la dégradation des services publics ou à la transformation soudaine des normes sociales sont

autant de phénomènes observés dans de nombreux pays similaires au Québec qui ont appliqué des seuils d'immigration trop élevés. [...] ...les exemples ne manquent pas pour souligner les problèmes que peut engendrer l'immigration massive quant au maintien de la paix sociale.

L'argumentation « scientifique » du document péquiste prétend que l'immigration est d'abord consommatrice de produits et services avant de contribuer à la richesse nationale par son travail, ses connaissances, sa culture et ses initiatives. Comme si l'immigration n'avait pas été une source cruciale de « travail essentiel » durant la pandémie, ce qui n'est nullement mentionné dans le document. L'immigration est bien sûr l'un et l'autre. Sa contribution à la richesse nationale est au prorata de la qualité de l'accueil c'est-à-dire des politiques sociales (logement, services publics, intégration) qui en tiennent compte. La « généreuse » politique Trudeau ni celle de la CAQ n'étaient planifiées en conséquence. Toutes deux sont au service du patronat. En plus celle fédérale veut maintenir la place du Canada dans la hiérarchie impérialiste, en particulier du G7. Faute de [gain de productivité du travail](#) à la hauteur tellement est importante [sa fuite des capitaux](#), le Canada ne peut compter que sur sa démographie pour hausser son PIB. Ajoutons-y le but non avoué de l'affaiblissement démographique du Québec que consentent les nationalistes péquistes et caquistes ! Le poids démographique du Québec tant vis-à-vis le Canada que des ÉU, indépendance ou pas, décroîtra avec l'identitaire politique migratoire péquiste encore plus restrictive que celle de la CAQ. C'est là le chemin de la folklorisation et du dessèchement du Québec, de son rapetissement économique, de sa continuelle anglicisation. La comparaison avec le Danemark et la Suède ne tient pas la route car, contrairement au Canada et jusqu'à un certain point aux ÉU, les grands pays européens connaissent [une faible croissance démographique](#) et certains sont même en décroissance.

La centrale crise climatique conduit soit à la fermeture militariste soit à l'ouvert prendre soin

Toute discussion à propos de l'immigration — en fait de n'importe quoi — en ces temps d'accentuation majeure de la crise climatique et de la biodiversité ne peut faire autrement que d'être centrée sur ce grand enjeu du XXI^e siècle échappant complètement au contrôle du capital. Selon l'ONU, les catastrophes climatiques ont déplacé [250 millions de personnes](#) en 10 ans sans compter « *les 117 millions de personnes [...] déplacées par la guerre, la violence et la persécution [dont] les trois quarts d'entre elles vivent dans des pays fortement, voire extrêmement, exposés aux risques climatiques.* » La politique de n'importe quel pays doit faire face au grand dilemme de notre époque. Soit se fermer comme une huître et, pour se faire, dresser des frontières militarisées tout en se dotant de la force militaire pour aller piller dans les pays faibles, sous la houlette d'une grande puissance s'il n'est qu'un pays modeste, les ressources qui lui manquent y compris le *cheap labour* nécessaire pour ses services essentiels. C'est là la voie du néofascisme y compris sa version sociale-démocrate rouge-brune. Soit ouvrir ses frontières aux damné-e-s de la terre qui fuient et fuiront en masse l'enfer des tropiques devenant invivable et, pour se faire, se doter de politiques révolutionnant la structure économique nationale, en termes d'énergie, de transport, d'agriculture, d'habitat et d'urbanisme, pour construire une société solidaire du prendre soin (care) des gens et de la terre-mère qui rompt avec la croissance matérielle. C'est la voie écosocialiste qui combine justice climatique avec justice sociale non seulement pour mobiliser le peuple-travailleur mais aussi parce que les ultra-riches sont essentiellement responsables des émanations de GES [par leur consommation](#) mais surtout par [leur contrôle de l'économie](#), y compris [au Québec](#), à commencer par les transnationales [pétrolières](#) et [bancaires](#).

La [consommation des classes moyennes](#) (les 40% dans la séquence mondiale 10 riche – 40 moyen – 50 riche) y joue aussi un rôle involontaire à cause d’une structure subie de la consommation, particulièrement dans les secteurs transport et habitation. Cependant, l’attachement à cette structure, considérée comme un acquis alors qu’elle est une dépendance surtout par l’endettement des ménages, reste un obstacle à leur mobilisation. C’est là le grand défi de Québec solidaire eu égard à l’élection de l’automne soit d’élever la conscience écologique et politique de ce prolétariat en grande partie organisée syndicalement — [40% de la main d’œuvre salariée](#) surtout dans le secteur public et la construction, davantage les femmes que les hommes — mais pris au piège de l’endettement bancaire. Que les femmes soient depuis peu relativement plus syndiquées que les hommes est un atout considérant leur grande sensibilité au prendre soin (care) et leur militantisme lors du dernier Front commun. Le projet indépendantiste Solidaire est-il à la hauteur de cette tâche ? D’affirmer son document « Nouveau Québec », « *Il n’y aura pas de Québec vert dans un pétro-État canadien* ». C’est en même temps la substantifique moelle d’une politique climatique québécoise et un énoncé de rupture avec le trumpisme car « *la réponse du premier ministre Mark Carney a été essentiellement de céder sur toute la ligne [...] le Canada reste immobile pendant que Trump attaque l’Iran et qu’Israël commet un génocide à Gaza. Le Canada démontre qu’il n’est pas un rempart face à Trump – en fait, il est peut-être même déjà en train de se transformer en 51e État, sans se l’avouer à lui-même.* »

Détourner le peuple-travailleur du piège du capitalisme vert afin de mener les « gens du pays »

« Nouveau Québec » esquisse une société de prendre soin qui construit « *d’avantage de logements sociaux* », qui investit « *massivement dans le transport collectif* », qui développe « *l’autosuffisance alimentaire, l’alimentation biologique, l’agriculture écoresponsable* » et qui, *last but not least*, place « *nos services publics au cœur de nos priorités collectives* ». Tout cela au lieu d’envoyer « *près de 4 milliards \$ de nos taxes et impôts chaque année pour financer les subventions au pétrole et au gaz albertains, [...] d’envoyer plus de 80 milliards de nos taxes et impôts se faire gérer par Ottawa [...] de dépenser des sommes mirobolantes en armement et en avions de chasse* » et pour bloquer « *définitivement la voie de l’Est pour l’expansion des sables bitumineux* ». « Nouveau Québec » en appelle aux « gens du pays » pour réaliser l’indépendance et accomplir ces tâches mais ignore le monde du travail et encore plus celui organisé syndicalement et populairement qui en est le fer de lance, en particulier les femmes en leur sein.

Il est aussi fort inquiétant que « Nouveau Québec » reste complètement coi à propos du nouvel extractivisme tout-électrique de la filière batterie et tutti quanti. Étant donné qu’au Québec, faute de ressources pétrolières et grâce à l’abondance hydro-électrique le capitalisme vert s’impose de facto, rester silencieux sur le sujet est consentir. Rappelons encore une fois que dans un contexte capitaliste intrinsèquement croissanciste — loi de la concurrence entre capitaux oblige — l’extractivisme tout-électrique ne se substitue pas à celui des hydrocarbures, il s’y superpose comme au XXe siècle [le pétrole et le gaz l’ont fait par rapport au charbon](#) tant et si bien qu’il se consommait en 2024 huit fois plus de charbon qu’en 1900 même si le charbon ne comptait plus que pour 25% de la consommation totale d’énergie hors biomasse traditionnelle contre 95% en 1900 ! En plus, « Nouveau Québec » met le projecteur sur la production et le

transport d'hydrocarbures mais néglige tant leur consommation que leur importation soit sous forme brute soit incorporée dans des produits tels, par exemple, les voitures électriques et les panneaux solaires.

Solidaire ou éco-socialiste, *that is the question...* sous éclairage féministe et autochtone

La grande erreur stratégique Solidaire depuis sa fondation est de s'être proclamé « solidaire » et non « socialiste » comme certain-e-s le suggéraient alors. La raison de ce choix était purement électoraliste. Est une contradiction dans les termes la solidarité dans une société construite sur la base de la compétition obligée de tous contre toutes, entreprises comme individus, soit pour le plus grand profit ou au pire ne pas faire banqueroute, soit pour le meilleur emploi ou tout simplement l'emploi viable. Même si c'est de façon ambiguë, de très populaires politicien-ne-s étatsunien-ne-s qui s'identifient comme socialistes ont en ce moment le vent dans les voiles à ce point que Trump en vient à [dénoncer le « communisme »](#). Il ne faut pas craindre de se proclamer écosocialiste quitte à manquer de précision au niveau de ce que serait la société alternative. Il suffit de savoir que c'est un rejet du capitalisme, donc du croissancisme incompatible avec la lutte climatique. L'écosocialisme, soit une société en décroissance matérielle dont le but est de prendre soin des gens et de la terre-mère, implique une prise en charge démocratique, dans un sens participatif, des hauteurs stratégiques sous contrôle des transnationales du système que sont la finance, l'énergie, les communications et transport, les ressources naturelles et bien sûr la santé et de l'éducation. Un bout de chemin a déjà été franchi pour ces deux dernières lors des « trente glorieuses » ce qui ensuite a été remis en question à l'ère néolibérale. Il ne s'agit pas évidemment de nationaliser/socialiser pour ensuite imiter le capitalisme comme l'a fait le bureaucratique et répressif système soviétique ce qui a abouti à des catastrophes écologiques. Alors que proposer puisqu'il n'y a pas de précédent ? Ce n'est pas tout à fait exact. Les services publics de la belle époque des trente glorieuses et même encore aujourd'hui, grâce souvent aux rapports sociaux féministes, anticipent la société écosocialiste. Peut-être est-ce ce que suggère « Nouveau Québec » quand il fait allusion à « *une société féministe* » et encore plus quand il affirme que « *[n]otre nouveau Québec partagera mieux la richesse et le pouvoir, il protégera mieux le vivant; il sera écologiste, féministe, démocratique, pluriel, décolonisé et profondément libre.* » À voir quoique sa plateforme électorale pour l'élection du début octobre ne propose que de très petits pas qui ressemblent plutôt à [une modeste réforme du capitalisme](#).

Et puis il y a le legs des sociétés autochtones et inuit malgré leur profonde déstructuration pour cause de colonialisme et une pénétration de l'affairisme et du carriérisme chez une partie de ses élites. On parle ici non seulement de prendre soin de la forêt — l'échec caquiste de la réforme de sa gestion à l'avantage des scieries leur doit beaucoup — mais aussi plus généralement d'un rapport à la nature la préservant. « Nouveau Québec » a compris l'importance de l'accord indispensable de ces communautés pour le succès de la réalisation de l'indépendance. Le manifeste reconnaît que « *le peuple québécois ne peut refuser aux autres peuples ce qu'il revendique pour lui-même. Si son existence même, comme peuple, lui confère le plein droit à l'autodétermination, la même chose s'applique aux Premières Nations et aux Inuit. Il ne s'agit pas là d'une question de nombre, mais de droit fondamental.* » Malheureusement, le manifeste se précipite tête baissée dans le piège du relaps dès le paragraphe suivant : « *Le remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposer librement de leur avenir* ». Le pendant de la renonciation à l'intégrité territoriale n'est pas la « cohabitation » sauf

au sens tautologique mais non politique. C'est la séparation du Québec y compris le maintien au sein du Canada. La pleine collaboration des peuples autochtones pour la co-construction d'un Québec pluri-national, quoiqu'en pense la Commission nationale autochtone de Québec solidaire, exige cette clarification qui sera d'autant plus nécessaire que la principale langue d'usage de certaines nations autochtones et non des moindres présentes sur le territoire québécois est l'anglais avec ce que cette réalité comporte de préjugés anti-Québec. Il ne faut pas non plus oublier que jusqu'en 1898 le territoire québécois se limitait à la Laurentie.

L'indépendance, une porte ouverte pour aller vers la souveraineté d'une société de prendre soin

« Nouveau Québec » distingue astucieusement indépendance et souveraineté : *L'indépendance, pour un pays, c'est : rédiger ses propres lois, gérer lui-même ses impôts et signer les traités qui le lient au reste du monde. La souveraineté, quant à elle, va un peu plus loin : il s'agit, pour faire court, de la possibilité réelle pour un ou des peuples d'exercer leur pouvoir, sans soumission ni aliénation.* » En d'autres mots, le projet de société Solidaire, si en demi-teinte soit-il, inclut mais dépasse l'indépendance du PQ. Encore ne faudrait-il pas rester à mi-chemin coincé entre un capitalisme devenu néolibéralisme militarisé et une nostalgie social-démocrate devenue utopique. La résolution de cette contradiction pour les petits pays mène à la dystopie rouge-brune. Il n'y a plus de troisième voie s'il n'en a jamais eu. L'indépendance du Québec n'en reste pas moins la porte ouverte vers la libération nationale vis-à-vis le chauvinisme anglo-canadien pétro-financier dont la Constitution de 1982, jamais acceptée par le gouvernement du Québec, ne reconnaît pas la nation québécoise et dont le mépris, qui heureusement souffre de beaucoup d'exceptions, s'exprime par le *Québec bashing*. À moins que l'indépendantisme péquiste tourne définitivement au vinaigre rouge-brun, ce qui rendrait impossible toute association avec lui car ce serait contribuer à la néofascisation du monde, il faudra appuyer son référendum. Toutefois, la meilleure parade à cette voie alambiquée et risquée c'est de faire de Québec solidaire le chef de file de la lutte indépendantiste. Le parti aiderait sa cause si au clair projet péquiste, si illusoire soit-il, de tout changer pour que tout reste pareil, il opposait un clair projet d'une [société écosocialiste de prendre soin en décroissance matérielle](#).

Marc Bonhomme, 5 août 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com